

LÉON BLUM HAÏSSAIT-IL LA FINANCE? 1936 ET AVANT, 1^E PARTIE. LÉON BLUM, UN GRAND BOURGEOIS DANS SON « MILIEU » AVANT 1936

Léon Blum haïssait-il la finance? 1936 et avant, 1^e partie. Léon Blum, un grand bourgeois dans son « milieu » avant 1936, <https://www.historiographie.info/partie1finance.pdf>

Annie Lacroix-Riz, professeur émérite d'histoire contemporaine, université Paris

7

Paru dans *Étincelles*, n°34, juin 2016, p. 52-60, <https://www.historiographie.info/partie2finance.pdf>

INTRODUCTION

Léon Blum, icône de la SFIO puis de son successeur, le parti socialiste, fait l'objet d'une campagne de promotion récurrente, rafraîchie dans les phases où le parti socialiste se trouve « aux affaires » de l'État. Après des décennies ou des années d'application par la droite d'une politique féroce pour les revenus (directs et indirects) non monopolistes, salaires en tête, la « gauche de gouvernement » a périodiquement connu depuis les années 1980, en conjoncture de crise systémique, le succès électoral en affichant un programme de « changement » ou de « réformes » sociales. Programme, il est vrai, de plus en plus ambigu, même avant les scrutins, vu la permanence désormais affichée de l'impératif catégorique « européen » de baisse du « déficit ». Le parti socialiste bafoue le « changement » promis, avec une brutalité particulière lors des deux expériences entamées en 1997 et en 2012. Les vives déceptions suscitées chez les électeurs par ces volte-face relancent l'imagerie du « Front populaire » d'un Blum modèle.

Fleurissent alors ou entre-temps les biographies hagiographiques, articles de presse, caricatures, tel le dessin de Potus dans *Le Canard enchaîné* du 4 mai 2016 : à gauche, le titre « 1936, Front populaire » surmonte un Léon Blum coiffé de son légendaire chapeau à larges bords; à droite, François Hollande est gratifié de « 2016, Front impopulaire ». Y aurait-il, depuis 1956 et le cabinet Guy Mollet, une fatalité pesant sur la SFIO devenue parti socialiste, à laquelle aurait échappé le grand homme consensuel et « moral »? Maître adjectif de ses hagiographes, qui l'opposent sur ce registre à ses adversaires communistes : son biographe Ilan Greilsammer explique et légitime l'anticommunisme de Léon Blum par son indignation « avant tout, d'ordre moral », contre les pratiques des « chefs du bolchevisme » : par son profond dégoût contre cette « troupe de choc » excitant aux « haines civiles, [...] religieuses [...], de race, [...à] la guerre intérieure, [...] coloniale, [...] étrangère » et s'acharnant « à propager dans la classe ouvrière : duplicité, esprit de délation ou de trahison, haine, calomnie systématique! »¹

Le 80^e anniversaire du premier gouvernement de Front populaire fournit l'occasion d'examiner le rôle réel que, dans l'entre-deux-guerres, Léon Blum joua en matière de « réformes » intérieures, un des deux domaines de son expérience gouvernementale (1936-1937) qui ont, avec le dossier espagnol, généré le plus de dithyrambes, escortés de déplorations émues. Car, si amples qu'aient été ses plans transformateurs, ils se seraient heurtés à des réalités insurmontables. L'intéressé usa lui-même de ce *leitmotiv* qui a obtenu quitus de la quasi-totalité de l'historiographie française, sans parler de la grande presse : ce sincère homme de gauche n'aurait renoncé à ses choix généreux que pressé par la fatalité financière, française et anglaise ou anglo-américaine. Ce postulat impose de présenter Léon Blum bien avant le succès électoral du Front populaire de 1936 : cette phase antérieure place sa ligne gouvernementale conclue sur « la pause » de février 1937, avant sa chute de juin dans une logique sans rapport avec l'empire de la nécessité.

Même les fonds imprimés, qu'il convient de lire, dressent le portrait, intérieur et extérieur, d'un Léon Blum, non partisan de réformes sociales de grande envergure, avortées

contre son gré, mais grand bourgeois, logiquement attaché au *statu quo* socio-économique et politique et résolument situé à la droite de la SFIO depuis la naissance du parti (1905). Les fonds originaux confirment, plus brutalement, son caractère droitier et son adéquation avec la nature de son parti. Marquée par la profonde division du mouvement socialiste français, la Section française de l'internationale ouvrière naquit, comme tous les partis et syndicats pairs, sous le signe du triomphe du réformisme antimarxiste². Le cas-type du parti travailliste anglais, fruit politique de la transformation du capitalisme en impérialisme et de la création consécutive d'« une aristocratie à l'intérieur de la classe ouvrière », en avait été analysé dès les années 1880-1890 par Friedrich Engels³. Entre sa fondation et la Première Guerre mondiale (incluse) -, la SFIO avait fortement accentué le cours réformiste que Lénine montra propre à tous les partis social-démocrates dans *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*⁴.

La SFIO remit donc son sort et, après la scission de décembre 1920, son journal, *Le Populaire*, à un homme politique « classique » lié à « ceux d'en haut ». Restituer cette image permet de renouer avec la réalité, qui dresse Blum en traceur de route pour son parti et non en statue du Commandeur jetant l'opprobre sur les abandons ou « trahisons » de ses successeurs. Des fonds originaux très divers, et surtout les archives « intérieures », administratives et policières, révèlent l'insertion de « l'homme Blum » dans les rapports de classe. Cette dimension économique et sociale, abandonnée par l'historiographie dominante depuis des décennies, rend compte des pratiques de l'intéressé, en politique tant extérieure qu'intérieure. La prendre en compte oblige à rejeter le chantage moral ou l'intimidation systématique qui impute à l'antisémitisme tout examen de ses relations avec les privilégiés, français et étrangers.

L'homme politique limita ses rapports avec « ceux d'en bas » à une faible part de ses activités, se tenant toujours en contact et en concertation permanents avec « ceux d'en haut » : les membres de la grande bourgeoisie financière, leurs « lieutenants » économiques en poste dans les affaires ou dans l'appareil d'État et leurs délégués politico-idéologiques, ministres, de droite et de gauche, compris. Sa fonction de chef d'un parti de gauche lui imposait de cultiver le secret et de privilégier la sphère privée. Ses pratiques furent donc largement soustraites au regard de l'opinion publique, générant la durable maldonne qui permet d'opposer ses agissements à ceux de successeurs ou disciples qui l'auraient trahi.

1^E PARTIE : LÉON BLUM, UN GRAND BOURGEOIS DANS SON « MILIEU » AVANT 1936

L'« HORREUR DE L'ARGENT »?

Membre brillant et lettré issu de la moyenne, voire de la haute bourgeoisie, Léon Blum opta, après un passage à l'École normale supérieure réduit à une année d'oisiveté (1890-1891), pour l'École libre des Sciences politiques. Il réussit, à 23 ans, « le concours du Conseil d'État » (1895) et, membre dudit Conseil (1896) il fut nommé en 1907 maître des requêtes. Il occupa jusqu'en décembre 1919 cette très prestigieuse fonction, qui l'absorba beaucoup moins que « ses activités littéraires » et fut interrompue par ses trois années de détachement, comme chef de cabinet de Marcel Sembat (1914-1917). Il fit preuve de la « modération », en matière de laïcité notamment, qui enchante ses hagiographes. Ce poste le maintint résolument dans la familiarité quotidienne avec « un milieu, des hommes » familiers depuis l'enfance : beaucoup moins celui des compagnons du « combat socialiste » qu'il avait rejoint à la faveur de l'Affaire Dreyfus, que celui de sa classe.

La guerre installa cet intime des ultra-droitiers Albert Thomas et Marcel Sembat dans le camp de l'union sacrée, comme chef de cabinet du second, « ministre des travaux publics, responsable des transports ferroviaires, fluviaux, automobiles, ainsi que du chauffage et du ravitaillement de la population civile et de l'armée ». Elle rendit quotidiennes ses rencontres et conversations avec le capital financier auquel ces « majoritaires » de la SFIO, ministres au premier chef, n'avaient rien à refuser. Son biographe montre une discrétion de violette sur ces

trois ans pendant lesquels il « recevait tout le temps les industriels » : on veut bien croire, en effet, que, en la compagnie de ces « visages vrais [et ...] humains », il n'ait pas « fai[t] pas de ce mot “compagnies” un épouvantail ». Il fut aussi séduit par « les Anglais », qu'il rencontrait « souvent à Londres, et [fut] persuadé que les deux pays [devraient] continuer à collaborer étroitement après la guerre ». « L'anglomanie » dont il fut « très tôt suspecté »⁵ ne touchait pas tant le parti travailliste, fort modéré, avec lequel la SFIO entretenait des rapports si étroits, que la très grande bourgeoisie et l'aristocratie britanniques qui, comme en France et plus visiblement encore, monopolisaient l'appareil d'État.

S'ajouta, au tournant de 1921, pour le député élu en novembre 1919 (dans la Seine) et qui échoua à conserver, en « détachement », sa place au Conseil d'État, le métier d'avocat d'affaires. Ce choix suscite chez son hagiographe Ilan Greilsammer gêne et agressivité. Gêne, parce qu'il postule « horreur de l'argent et de tout ce qui le touche » et grande modestie de moyens de son héros qui, entre autres, « n'a jamais été propriétaire de son appartement » parisien – phénomène banal même au sein de la très grande bourgeoisie jusque dans l'après Deuxième Guerre mondiale⁶. Agressivité, parce que « sa qualité d'avocat, parfois lié pour certaines affaires à des banques ou à des industriels, a fourni un argument facile tant à l'extrême droite qu'aux communistes [contre] Blum le multimillionnaire ». Quasi muet sur ces activités, Greilsammer concède cependant, ce qui donne à l'antibolchevisme de son idole une dimension non idéologique, qu'« un certain Jaudon [...] séquestre [de...] tous les avoirs des banques russes en France [... l'] avait choisi [...] comme avocat. »⁷

La fidélité de Léon Blum à son « milieu », son modérantisme et sa haine contre les Rouges avaient pour ressort l'appartenance de classe. Le niveau élevé de ses revenus n'offrait pas seulement un « argument facile » à ses adversaires mais ressortait des rapports de police *factuels*. « M. Léon Blum », notèrent en juin 1932 les Renseignements généraux de la Préfecture de police en citant « certains services de la Banque de France [...] a récemment retiré d'importants capitaux du Crédit lyonnais pour les placer dans différentes banques de Genève. Les dépôts du leader socialiste en Suisse se monteraient actuellement à près de quarante millions »⁸ - soit plus de 24 millions d'euros actuels.

Preuve de malveillance ou d'antisémitisme? D'une part, les RG généraux fournissaient cette information technique sur tous les hommes politiques, y compris les communistes, qu'ils détestaient mais créditaient d'une honnêteté transparente. Seuls les dirigeants et élus du PCF voyaient la rubrique : « situation de fortune » systématiquement ainsi remplie : « : néant » ou « : vit du produit de son travail »⁹. La quasi-totalité des autres, y compris à gauche, se voyaient attribuer des revenus élevés, un fort enrichissement, souvent, quand ils n'étaient pas nés riches, et un patrimoine dont leurs électeurs populaires ne soupçonnaient pas l'importance.

D'autre part, les juifs riches n'étaient pas les seuls à frauder le fisc, comme le montrent les rapports de police¹⁰, et le scandale public de novembre 1932 révéla l'évasion fiscale vers la Suisse banale chez tous les riches de toutes confessions ou athées. L'exportation française des fortunes et capitaux fuyant l'impôt était dans l'entre-deux-guerres considérable : Sébastien Gueux évalue pour 1932 au chiffre d'« au moins » deux milliards de francs français, soit 400 millions de francs suisses et deux fois plus que les estimations courantes, « les montants [...] extrêmement élevés échapp[a]nt à l'imposition française ». Le dossier en fut partiellement dévoilé à la Chambre des Députés, le 10 novembre 1932, par le socialiste Fabien Albertin : « on [...] trouv[ait] le gotha de la société française » (à majorité catholique) dans « les documents saisis lors des perquisitions [qui] perm[ir]ent d'établir une liste d'un peu plus de mille noms de personnes impliquées. Une partie [seulement] de ces noms [fut] diffusée: trois sénateurs, une douzaine de généraux, deux évêques, d'anciens ministres, des grands industriels, comme la [protestante] famille Peugeot, ou encore la [très catholique] famille Coty, propriétaire entre autres de l'influent quotidien Le Figaro » et généreux bailleur de fonds des ligues. Les

« démarches [...] musclées contre la fuite des capitaux en Suisse » tentées par le fugace cabinet Herriot (juin-mi-décembre), d'audace déjà défaillante, ne survécurent pas à sa chute¹¹.

L'activité politique de Léon Blum, directeur politique du *Populaire* depuis avril 1921, était également subordonnée à ses rapports avec le grand capital. C'est une autre question taboue pour l'historiographie dominante, amatrice d'« autonomie du politique », que l'habitude des classes dirigeantes de placer *leurs* hommes *aussi* dans des partis, groupes et mouvements, publications, etc., qui passent pour leurs ennemis, en vue de dicter leur ligne *réelle*¹². La SFIO et son journal, qui n'échappèrent pas à la règle, virent leur cours fixé par ces vulgaires questions d'argent. Le journal se trouva en déroute depuis juin 1924, période de désertion des riches « commanditaires », après des élections révélant la relative faiblesse de l'ennemi principal, communiste, dont les progrès potentiels avaient fortement inquiété après sa fondation au congrès de Tours. *Le Populaire* parut « toutes les deux semaines » puis, à dater de décembre 1925, plus du tout pendant plus d'un an.

La conjoncture favorisa la ligne droitiste à laquelle Léon Blum donna, en janvier 1926, l'armature théorique qui émerveille son biographe : le fameux distinguo entre « la conquête du pouvoir, acte révolutionnaire » (toujours illégitime) et « l'exercice du pouvoir et la participation [...] en régime capitaliste »¹³. C'était sa ligne de toujours, mais la radicalisation populaire induite par la guerre et ses lendemains en avait souvent compromis la publicité. Juillet 1926, ère de victoire définitive du Mur d'argent et de retour de Poincaré aux affaires, lui donna les coudées franches en matière de droitisation du journal et du parti. Léon Blum put plus aisément afficher ses liens anglophones, renforcés pendant la Première Guerre mondiale, et ceux, noués alors et promis à la postérité, avec les États-Unis : l'enthousiasme « wilsonien » ne le lâcherait plus. Il soutint la ratification de l'accord Mellon-Bérenger d'avril, qui provoqua une telle vague d'indignation qu'il ne fut pas ratifié : Washington imposait à la France le paiement de ses dettes de guerre après avoir d'emblée ferrailé contre les « réparations » allemandes et les avoir vouées à l'agonie par son Plan Dawes depuis 1924¹⁴. Le dirigeant communiste et rédacteur en chef de *L'Humanité* Paul Vaillant-Couturier « se gauss[a] de Blum : “Lui qui proposait l'annulation générale des dettes de guerre, il accepte aujourd'hui conditionnellement l'esclavage de Washington” »¹⁵. Avec dix ans d'avance, s'annonçait la soumission aux *desiderata* des impérialismes anglophones que consacrerait la dévaluation de 1936.

Léon Blum assura la résurrection du *Populaire* sur des bases aussi droitistes, excitant la verve des Renseignements généraux de la Sûreté nationale. Lui-même et son ami Vincent Auriol, dont il ferait son ministre des Finances de 1936, se « charg[èrent] de trouver [...] les fonds indispensables » en groupant les socialistes les plus dignes de la confiance des bailleurs de fonds, de « l'ancienne rédaction du Populaire » à Ludovic-Oscar Frossard, ancien chef communiste rallié à la SFIO depuis 1924 – et, promptement, aux « gens très bien »¹⁶ : ceux-ci pratiquaient systématiquement le débauchage d'individualités communistes, le PCF étant, lui, non corruptible¹⁷. « Comme il s'agit de plusieurs millions, il convient [...] de ne pas trop effrayer le monde des banquiers susceptibles de s'intéresser à un organe de presse SFIO. Il y aurait même peut-être intérêt [...] à les rassurer dès à présent ». Ce qui fut fait : « l'absence des socialistes SFIO Blum, Auriol et Moutet [le 7 juillet 1926] à l'instant précis où la commission des Finances s'est définitivement prononcée sur l'ensemble du projet financier [déflationniste] du gouvernement “d'Union nationale” » (de Poincaré, funeste aux salaires), « permettra au Parti [socialiste, ironisèrent les RG] de démontrer à la Haute Banque que, le cas échéant, les socialistes SFIO savent, eux aussi, favoriser “l'Union nationale”, tout en restant adversaires irréductibles... de principe, d'un gouvernement “d'Union nationale”. »¹⁸

L'affaire fut réglée au cours du second semestre, et un *Populaire* quotidien reparut en janvier 1927. Non, comme l'a cru son biographe attendri, grâce à son directeur qui aurait, comme toujours, puisé dans sa cassette « personnelle » et mis en juillet 1927, par « un chèque personnel de 170 000 francs à l'ordre du [journal, ...] son propre compte à la banque des

coopératives de France en solde débiteur »¹⁹. « Le déficit », expliquèrent les RG en février 1928, semble « régulièrement comblé par Léon Blum qui verse directement les sommes nécessaires [...] quelquefois fournies par des commanditaires qui tiennent à garder l'anonymat. [...] Léon Blum a[vait] » au tournant de 1926 « insisté tout particulièrement auprès de ses amis pour imposer Frossard comme rédacteur en chef et [...] était] allé jusqu'à menacer de donner sa démission du parti. » Frossard dépendait alors d'« un groupe d'industriels martiniquais » qui en avaient fait leur « candidat [député] à la Martinique »²⁰. Cette renaissance financière, sous la direction des très droitiers Léon Blum et Frossard, ne dut donc rien à la « bienveillance » du premier pour les brebis un temps égarées dans le communisme mais revenues « de leur erreur » auxquelles il n'aurait « même pas hésité, contre l'avis de certains de ses amis, à confier des fonctions importantes dans le parti »²¹.

Les archives, dont j'ai choisi un échantillon *représentatif*, éclairent pareillement et jusqu'à son terme la carrière politique et la vie de Blum. Antagoniques avec la légende pieuse, précises sur les financements patronaux et étatiques français, que complétèrent de très généreux versements américains depuis, au minimum, la Deuxième Guerre mondiale, elles donnent crédit aux arguments socio-économiques qu'invoqua d'emblée contre lui le jeune PCF. Annie Kriegel, en croisade contre son ancien parti, affectait en 1966 ces griefs au « registre [de...] l'imprécation et l'anathème », entre folie et haine de classe délirante²², dans la revue *Preuves*, fleuron français, fondé en mars 1951, d'une kyrielle de publications anticomunistes « européennes » éditées par le *Congress for Cultural Freedom (CCF)* financé par la CIA²³. Les fonds originaux infirment aussi la dimension antisémite que Pierre Birnbaum (1988) et Ilan Greilsammer (1996) ont prêtée à la critique communiste. La méthode mêle l'amalgame à l'intimidation pure et simple : en quoi le constat, si rude de ton qu'il ait été, d'absence de « contact avec la classe ouvrière » et d'intimité de Blum avec le grand capital en général, pas seulement avec les Rothschild, comme Serge Halimi l'a observé²⁴, accrédite-t-elle le jugement de Birnbaum, cautionné par Greilsammer, que « le ton et le style violemment antisémites des attaques communistes contre Blum dès 1921, [...] rejoignent tout à fait les injures de la droite et de l'extrême droite »²⁵?

UN ÉCHANTILLON DU « MILIEU » ÉTATIQUE ET FINANCIER DE LÉON BLUM

Baignant dans le monde des affaires, le député et avocat d'affaires Blum, ancien conseiller d'État, fréquentait quotidiennement ses pairs des grands corps. Il appréciait notamment beaucoup les inspecteurs des Finances, qui passaient le plus souvent, après un stage plus ou moins court, de la direction du ministère des Finances à la haute banque. Le sens de leurs intérêts personnels et de ceux de leur classe entraînait leur détestation du peuple, du « désordre », de l'agitation sociale, et un antibolchevisme obsessionnel. Léon Blum les partageait avec eux. Ses hagiographes, aussi anticomunistes que lui, glosent sur la « haine colossale, prodigieuse, des communistes à l'égard de l'homme Blum ». Ils esquivent l'essentiel, la « haine colossale, prodigieuse », que Blum voua au communisme, que ses avocats réduisent à une simple « critique [...] toujours, avant tout, d'ordre moral »²⁶. Notons qu'elle tranche avec sa bienveillance inépuisable pour ses présumés adversaires de droite. On bornera l'interminable liste de son « milieu » à deux noms apparentés, officieusement ou officiellement, au monde financier auquel Léon Blum se rattachait et avec lequel ses démêlés furent surtout destinés à l'opinion publique : son contemporain Philippe Berthelot et Paul Baudouin, plus jeune d'une génération.

De Philippe Berthelot...

Berthelot, « ami » de jeunesse et d'immeuble (126, boulevard du Montparnasse), directeur des Affaires politiques au Quai d'Orsay, directeur de cabinet d'Aristide Briand

pendant la guerre et secrétaire général du ministère des Affaires étrangères de 1921 à 1933, fut un des grands animateurs de la Croisade initiale contre les Soviétiques : d'abord, l'intervention armée du monde impérialiste (1918-1920) et, dès la perception de l'échec inévitable d'une contre-révolution appuyée sur l'étranger (1919), la mise en place et le fonctionnement, eux, couronnés de succès, du « cordon sanitaire ». Berthelot n'avait cessé d'œuvrer, en ce domaine comme dans les autres, auprès de son protecteur Aristide Briand²⁷, ancien champion du « syndicalisme révolutionnaire » et de la « grève générale », ministre depuis 1906, président du Conseil et ministre de l'intérieur depuis 1909, postes qui lui firent diriger, en octobre 1910, la répression, exemplaire à tous égards (modèle étatique et patronal du 20^e siècle entier), de la grève des cheminots des chemins de fer de l'Ouest.

Ilan Greilsammer communique avec son héros, qui « admirait [l']autorité naturelle, [l]a mémoire, [l]a pensée bien ordonnée » de son ami Berthelot, lequel lui aurait « dévoilé[é...] certains secrets du ministère des Affaires étrangères ». Il gomme en revanche ce grand épisode antibolchevique de la carrière du secrétaire général du Quai d'Orsay. Or, Léon Blum, au diapason du camp des (ex-)« majoritaires » de la SFIO, approuva d'emblée l'agression contre la Russie du monde impérialiste réunie presque au complet, France et Angleterre en tête, sans oublier les États-Unis, à la présence forte mais clandestine : cet appui d'origine à la contre-révolution sous bannière étrangère²⁸ est réduit à la mention que « les majoritaires ont », à l'été 1918, « commis l'erreur de paraître accepter une intervention militaire à l'est, pour annuler les effets de la paix séparée ». Seulement « pour annuler les effets de la paix séparée » ? Pourquoi donc, devenus minoritaires dans leur parti, maintinrent-ils cette « erreur » après la paix tout court ? C'est malmener la chronologie qu'imputer la détestation initiale, brûlante mais prudemment escamotée, de la révolution bolchevique de Léon Blum à l'épouvante que lui auraient inspirée les « procès de Moscou » (1936-1938) et, plus largement, les « terribles exactions du régime soviétique qui, pour lui, étaient en germe dans la théorie bolchevique : chaos, dictature tyrannique, terreur, échec, oppression »²⁹.

L'animateur de la Sainte-Alliance impérialiste Philippe Berthelot se posa, comme son frère sénateur, André, un des deux « trésoriers de la caisse électorale du Bloc National »³⁰, en protecteur attitré de la haute banque et de la grande industrie, notamment chimique, à laquelle le rattachait sa famille³¹. Ainsi les deux frères furent-ils impliqués dans l'immense « scandale de la Banque [industrielle] de Chine »³², comme Alexandre Millerand³³, ancien « socialiste indépendant » et pionnier de la « participation ministérielle » (1899), féal du « grand patronat » et aussi efficace casseur, en mai 1920, de la grève des cheminots que Briand en 1910. Cette « bataille des banques » opposa, en 1922-1923, ladite BIC à la Banque d'Indochine, « deux groupes puissants et concurrents » respectivement dirigés par « le Crédit lyonnais » et « la Banque nationale de Crédit » (future BNCI). Philippe Berthelot s'était à son poste étatique efforcé par tous les moyens de sauver la BIC, victime d'une « sensationnelle “déconfiture” »³⁴, et avec elle les intérêts menacés de son frère. Sans parler de nombre d'hommes politiques, parfois issus de la gauche socialiste d'avant 1914, éventuellement restés officiellement à gauche, inscrits sur « la liste des bénéficiaires des libéralités du Conseil d'administration de la BIC »³⁵. Greilsammer agréa sans la soumettre à l'épreuve des faits l'indulgence de Blum pour « son ami » : « toutes les haines sourdes qui s'étaient accumulées contre lui se donnent libre carrière »³⁶.

Ces haines, virulentes dans la droite cléricale, dont l'Action française, contre le calviniste Berthelot, ne changent rien ni aux liens d'intérêts entre le secrétaire général du Quai d'Orsay et le capital financier, ni à son implication personnelle et familiale. Comme l'observait en 1990 l'historien Jacques Bariéty, une biographie de Berthelot parue en 1988, pourtant « rapide sur le scandale de la Banque industrielle de Chine », ne laisse aucun doute : « Philippe », couvert par Briand, « aid[a] les affaires de son frère André » et fut, « dans cette

affaire, [...] indéfendable; l'exploitation politique qui en a été faite ne peut servir à dissimuler le fait que Philippe Berthelot a utilisé ses fonctions pour aider l'affairisme de son frère et que celui-ci a financièrement rétribué ces services, quelle que soit la forme qu'aient prise les arrangements entre les deux frères. »³⁷

Frappé en 1922 par Poincaré d'une « mise en disponibilité » qui semblait sceller son éviction définitive du Quai d'Orsay³⁸, Berthelot y revint en 1925 avec son cher Briand, à nouveau ministre des Affaires étrangères³⁹. Il demeurait si lié aux grands intérêts que, en septembre 1930, courut la rumeur de sa démission imminente afin de « consacrer son activité à d'importantes affaires financières »⁴⁰ (rumeur démentie puisqu'il quitta le Quai d'Orsay en 1933, à 67 ans, et mourut l'année suivante). Avait grandi auprès de Briand l'étoile d'Alexis Léger, rival de Berthelot qui lui succéda au secrétariat général du Quai d'Orsay de 1933 à 1940. Antibolchevique aussi frénétique, il fut un acteur essentiel de l'Apaisement et de la Défaite. Léon Blum, aux affaires de mai 1936 à juin 1937, le laisserait en toute connaissance de cause gérer sans à-coups la politique extérieure d'abdication nationale que les classes dirigeantes françaises avaient définitivement fixée en 1924⁴¹.

... à Paul Baudouin

Parmi les représentants directs de celles-ci figura un inspecteur des Finances (concours de 1921) au parcours classique, Paul Baudouin, chouchou de Blum. Greilsammer ne le cite qu'une fois, dans la cohorte des « hommes de l'armistice, qu[e Léon Blum] connaît si bien, les Laval, Marquet, [...] Alibert » : il aurait à l'été 1940 « dout[é] encore de [son] évolution raciste » et de sa « capacité à collaborer à une entreprise d'annihilation. » Cette discrétion sur les deux fascistes déclarés de longue date de ce quarteron (le sinistre Raphaël Alibert, autre membre du Conseil d'État, n'est également mentionné qu'une fois), que Blum connaissait en effet « si bien »⁴², relève du mensonge par omission. Car ce dernier savait tout du cursus et du rôle politique de ce pivot bancaire de la synarchie, ancien haut fonctionnaire au pantouflage précoce.

Dans *L'étrange Défaite*, Marc Bloch décrit Baudouin sans le nommer, comme tous ses pairs en fascisme synarchique, tuteurs officiels de Vichy après avoir été chefs officieux de la République, naguère accueillis par l'« asile préféré des fils de notables, l'école des Sciences Politiques [qui] peuplait de ses élèves les ambassades, la Cour des comptes, le Conseil d'État, l'inspection des Finances ». Et il fustigea l'abdication de la « démocratie » devant ses « hauts fonctionnaires formés à la mépriser » et qui, « issus des classes mêmes dont elle a[vait] prétendu abolir l'empire, ne la serv[ai]ent qu'à contrecœur »⁴³. Grand bourgeois républicain sans préjugé de classe, exception absolue dans sa catégorie, Raymond Brugère, fils de général et « seul diplomate » français à avoir démissionné le jour (17 juin 1940) de la demande des « conditions d'armistice » par le radical Chautemps (un des nombreux chefs « républicains » nazophiles et complices actifs de Pétain), désigna Baudouin. Ce censeur des « ventres dorés de la synarchie », si précis sur leur ligne intérieure (assassinat de la République) et extérieure (collaboration à tout prix avec le Reich) des années 1930, classait parmi eux le grand banquier, maître, « depuis des années, [de...] la clientèle boursière de Ciano »⁴⁴, le fasciste et très germanophile gendre de Mussolini, ministre des Affaires étrangères italien.

Pertinax (André Géraud), grand spécialiste de politique étrangère au très droitier *Écho de Paris*, autre exception au pro-nazisme général du « milieu », dénonça aussi ouvertement le fasciste Baudouin de l'entre-deux-guerres. Dans son long pamphlet d'exil aux États-Unis, *Les fossoyeurs* (1943), aussi étayé qu'impitoyable sur les privilégiés français passés de l'anglo-atlantisme à la germanophilie avant la reconversion américaine dictée par la mort du Blitzkrieg en URSS, rappela les bontés de la République, « gauche » incluse, pour ce chef fasciste et clérical qui eut les yeux doux pour la conquête italienne de l'Éthiopie (1935-1936). « La Banque de l'Indochine s'intéressa[it] au chemin de fer français d'Abyssinie et aux salines de Djibouti,

compagnie [rattachée...] à la société franco-italienne du sel dont le président appartenait au haut personnel fasciste ». « Administrateur des salines de Djibouti », Baudouin avait pour guide politique l'ultra Martin Stanislas Gillet, supérieur général des Dominicains résidant au Vatican et créature du secrétaire d'État Eugenio Pacelli (futur Pie XII), auquel il l'avait présenté lors d'une de ses fréquentes virées bancaires romaines.

Léon Blum n'était pas moins fasciné que Paul Reynaud par « ce bellâtre à la parole facile » dont il ferait grand usage, avec d'autres grands synarques, comme « expert » en 1936-1937. Parfaitement informé des œuvres financières et politiques de Baudouin, comme il l'était sur tout son entourage, de droite comme de gauche, il le soutint depuis sa réussite au concours de l'inspection des Finances *jusqu'à l'été 1940 inclus*. Il l'avait patronné pour l'entrée « à la Trésorerie », marchepied pour une brillante carrière bancaire secondée, à chaque étape, par « la république des camarades et de la ploutocratie » (Pertinax). Coursus classique, avec passage rapide du service de l'État (cinq ans), rue de Rivoli (siège des Finances), à la haute banque privée : après avoir été « chef de cabinet de divers ministres des Finances, notamment de MM. Clémentel, de Monzie, Caillaux, etc. », droite et gauche mêlées, Baudouin fut en 1926 (à 32 ans), à sa sortie du cabinet du richissime homme d'affaires et ministre des Finances Paul Doumer, recommandé au président de la Banque d'Indochine, Thion de la Chaume, pour le poste de « directeur adjoint ». Il l'obtint avant de « dev[enir] directeur général en 1930 ».

Pendant la crise, ce mastodonte bancaire outre-mer, Banque de France au petit pied qui battait monnaie en Indochine, incarna comme la banque Worms, autre chef de file de la synarchie, la conversion du capital financier de l'anglo-américanophilie à la germanophilie « européenne ». Pertinax ne désignait pas la synarchie par son nom, mais il en recensa tous les chefs et les plans politiques. Il faisait de Baudouin, intime de Jacques Barnaud, directeur général de la banque Worms – « tous deux étaient passés ensemble par l'École Polytechnique avant de devenir inspecteurs des Finances » - « le patron intellectuel » de cette clique de privilégiés « qui, tous, [furent] de l'usurpation de Bordeaux et de Vichy »⁴⁵

Le très anglophile Léon Blum ne fut pas rebuté par l'évolution profasciste et pronazie, notoire bien avant les élections de Front populaire, de Baudouin, « collaborateur le plus intime » de Paul Reynaud⁴⁶, lui-même porte-parole officiel du grand patronat avec lequel Blum entretenait « en privé » les relations les plus « courtois[es] »⁴⁷. Baudouin seconda Reynaud dans *tous* ses ministères de la décennie 1930 avant que son bienfaiteur ne lui remît les Affaires étrangères, poste clé de la haute trahison dans lequel Pétain le confirma. L'anglophile de jadis affichait alors, comme tous ses pairs financiers moins un, évincé de la direction générale de Paribas en juin 1937 pour veto contre l'orientation nazie⁴⁸, une anglophobie morbide : Ronald Ian Campbell, dernier ambassadeur britannique à Paris d'avant l'armistice, conservateur bon teint selon la tradition, le trouvait « sinistre »⁴⁹.

Blum, si féroce anticommuniste à l'époque où, à la tête de la très « pacifiste » SFIO, lui inclus (les archives allemandes sont formelles⁵⁰), il animait l'hallali contre le PCF interdit et pourchassé sous prétexte de pacte germano-soviétique⁵¹, demeurait « en avril 1940 [...] entiché » de ce fasciste notoire. Il clamait : « Baudouin, ce sera le dynamisme civil et de Gaulle, le dynamisme militaire! »⁵². Il n'admit devant témoins qu'après le vote des pleins pouvoirs du 10 juillet 1940 que « personne ne pouvait avoir confiance en lui parce qu'il avait changé rapidement d'opinion et que, anglophile la veille, il aiguillait aujourd'hui la France vers une politique germanophile. »⁵³ La germanophilie de Baudouin ne datait pas de « la veille », et Blum le savait.

¹ Greilsammer, *Blum*, Paris, Flammarion, 1996, p. 3.

² Claude Willard, *Socialisme et communisme français*, Paris, Armand Colin, Paris, 1967, maintes fois réédité.

³ Engels, « Préface à l'édition allemande de 1892 » de *La situation de la classe laborieuse en Angleterre* (annoncée par l'article du 1^{er} mars 1885 pour le *Commonwealth* de Londres), in *ibid.*, Paris, Éditions sociales, 1960, p. 394-395 (391-397).

⁴ Lénine, *L'impérialisme*, réédition, Pantin, Temps des cerises, p. 187-191.

⁵ Greilsammer, *Blum*, p. 37-40, 93-95, 131 sq. et 149-158 (« Blum au Conseil d'État »), citations, 149, 156 (sur son « ami fidèle : Paul Grunebaum-Ballin » conseiller d'État et SFIO du même genre), 158, 207-229 (« La guerre de 14 »), citation, 219; comparer à Alain Hennebique, « Albert Thomas et le régime des usines de guerre 1915-1917 », in Patrick Fridenson, éd., *1914-1918, l'autre front*, Paris, Éditions ouvrières, 1977, p. 111-143, et Lacroix-Riz, « Une guerre de somnambules ou l'issue d'une crise générale du capitalisme », *La Revue du projet*, n° 41, novembre 2014, <http://projet.pcf.fr/62361>.

⁶ Nombre de représentants du capital financier étaient, en cette époque des bas loyers, locataires de leur appartement parisien. Laval, crédité d'une fortune « de l'ordre de trois cents à quatre cents millions », louait sa luxueuse Villa Saïd, « note concernant M. Guérard », sans date (1945 ou 1946), et rapport de l'expert-comptable Paul Caujolle sur sa fortune, 18 janvier 1945, respectivement, W3, 211 et 208, Laval, Archives nationales (AN), etc.

⁷ Greilsammer, *Blum*, p. 227-229, 244-245.

⁸ RGPP, 30 juin 1932, dossier « Informations, 1920-1962 », BA 1978, Léon Blum, archives de la Préfecture de police (APP), etc.

⁹ Fichier général et notices individuelles des communistes arrêtés depuis le décret-loi du 26 septembre 1939 interdisant le PCF, de Seine-et-Oise à Territoire de Belfort et Algérie (Alger, Oran et Constantine), dossier « fichiers des militants », F7, 15277, militants, surveillance du parti communiste, 1940-1948, AN. Maint exemple d'enrichissement politique, à gauche, Lacroix-Riz, *Le Choix de la défaite : les élites françaises dans les années 1930*, Paris, Armand Colin, 2010, *passim*.

¹⁰ Spéculation contre le franc et fraude fiscale sont un *leitmotiv*, entre autres, des « Renseignements Jean » (RG de la Sûreté nationale), F7, 12950-12960, 1920-1935 (fonds arrêtés là, et manquent les années 1932-1933), AN, souvent cités ici.

¹¹ Sébastien Guex, « Les origines du secret bancaire suisse et son rôle dans la politique de la Confédération au sortir de la Seconde Guerre mondiale », *Genèses*, vol. 34, n° 1, p. 12-16 (4-27).

¹² Jean Garrigues, *Les patrons et la politique, de Schneider à Seillière*, Paris, Perrin, 2002, Lacroix-Riz, *Choix*, et Benoît Collombat et David Servenay, dir., *Histoire secrète du patronat : de 1945 à nos jours*, Paris, La Découverte, 2^e édition.

¹³ Greilsammer, *Blum*, p. 257 et 276-277.

¹⁴ Malheureusement non traduit, Frank Costigliola, *Awkward Dominion : American Political, Economic and Cultural Relations with Europe, 1919-1933*, Ithaca, Cornell UP, 1984, chap. 4.

¹⁵ Bulletin quotidien de la Société d'études et d'informations économiques (du Comité des Forges), 8 juillet 26, F7, 12954, « Renseignements Jean » (RG), 1925-1926, AN.

¹⁶ Roman d'Alexandre Jardin sur son grand-père Jean, directeur de cabinet de Laval (1942-1943).

¹⁷ Cas Frossard, depuis 1925 coqueluche de gros « commanditaires coloniaux » (de Martinique), « Renseignements Jean » (1925-1935), F7, 12954-12960, AN, GA, F3, Frossard (très explicite), APP, etc. Sur ces « prises », dont la meilleure fut Doriot, *Le choix de la défaite*.

¹⁸ V.L./ Renseignements, Paris, 31 juillet 1926, F7, 12954, AN.

¹⁹ Greilsammer, *Blum*, p. 257.

²⁰ RGPP, 27 février 1928, GA, F3, Frossard, APP.

²¹ Greilsammer, *Blum*, p. 242.

²² « Léon Blum vu par les communistes », *Preuves*, n° 182, avril 1966, p. 34-46.

²³ Sur le CCF officiellement créé à Berlin, après une série d'initiatives préalables, en juin 1950, en vue de la conquête idéologique des intellectuels d'Europe occidentale, Peter Coleman, *The Liberal Conspiracy: the Congress for Cultural Freedom and the struggle for the mind of Postwar Europe*, New York, Free Press, 1989; Pierre Grémion, *Intelligence de L'Anticommunisme: Le Congrès pour la Liberté de la Culture à Paris 1950-1975*, Paris: Fayard, 1997, qui y a largement puisé; Scott Lucas, *Freedom's war. The American crusade against the Soviet Union*, Manchester, Manchester University Press, 1999; et surtout Frances Stonor Saunders, *Qui mène la danse ? La CIA et la Guerre froide culturelle*, Denoël, 2003, *passim*.

²⁴ « Peut-on vraiment, partant de [...] la perception du juif par l'antisémite [...] cosmopolite, fortuné, pervers, attribuer à des penchants racistes les dénonciations par les communistes du "grand capital" et des "gros trusts". [...] La dissection de l'antisémitisme français est [ici] à ce point minutieuse que parfois elle paraît trop parfaite », Halimi, recension de l'*op. cit.*, n. suiv., *Politique étrangère*, 1988, vol. 53, n° 3, p. 782-784.

²⁵ Birnbaum, *Un mythe politique, la république juive, de Léon Blum à Pierre Mendès France*, Paris, Fayard, 1988, p. 278-288 et 294, cité et approuvé par Greilsammer, qui cite aussi Kriegel, *art. cit.*, Flammarion, 1996, p. 242.

²⁶ Greilsammer, *Blum*, p. 242 et 239.

²⁷ Michael Jabara Carley, *Revolution and Intervention: The French Government and the Russian Civil War, 1917-1919*, Kingston & Montréal, McGill-Queen's University Press, 1983; « Episodes from the early Cold War : Franco-Soviet relations, 1917-1927 », *Europe-Asia Studies*, vol. 52, n° 7, 2000, p. 1275-1305. Épisode majeur également absent de la biographie Wikipedia de Berthelot.

²⁸ Bonne synthèse d'Arno Mayer, *Les Furies, 1789, 1917, Violence, vengeance, terreur aux temps de la révolution française et de la révolution russe*, Paris, Fayard, 2002.

²⁹ Greilsammer, *Blum*, p. 225 (sans référence sur cette apparente acceptation) et 238-239.

³⁰ P/1484, « Le procès de la Banque Industrielle de Chine », Paris, 10 avril 1923, F7, 12952, « Renseignements Jean », 1923, AN.

³¹ Fils de Marcellin Berthelot, grand scientifique lié à la grande industrie (il présida la Société des explosifs). Protection par le Quai d'Orsay des intérêts de Kuhlmann, Relations commerciales 1918-1940, série B, dossiers généraux, B-Produits chimiques, vol. 7, août 1927-mars 1928, archives du ministère des Affaires étrangères (MAE), et Lacroix-Riz, *Aux origines du carcan européen, 1900-1960*, Le Temps des cerises-Delga, 2016, chap. 3.

³² P/1484, 10 avril 1923, F7, 12952, AN.

³³ « Le "carré clemenciste" ne lâche pas l'affaire de la BIC qui lui permet d'atteindre les frères Berthelot et, par ricochet, M. Millerand », P/988, « Nouvelles politiques », Paris, 9 mars 1922, F7, 12951, AN.

³⁴ P/580, « Nouvelles politiques », Paris, 11 février, et F/854, « L'affaire de la BIC », Paris, 23 février 1922, F7, 12951, « Renseignements Jean », 1918-20 et 1922, Archives nationales (AN).

³⁵ F/854, Paris, 23 février 1922, F7, 12951, AN.

³⁶ Greilsammer, *Blum*, p. 211-212.

³⁷ Bariéty, recension de Jean-Luc Barré, *Le Seigneur-Chat, Philippe Berthelot, 1866-1934*, Paris, Plon, 1988, in *Politique étrangère*, 1990, vol. 55, n° 2, p. 448-450.

³⁸ Il ne serait réintégré « que dans dix ans », et alors « atteint par la limite d'âge » (il avait 56 ans en 1922), P/1106, « Nouvelles politiques », Paris, 17 mars 1922, F7, 12951, AN.

³⁹ A-262, Paris, 14 février 1925, F7, 12953, « Renseignements Jean », 1925, AN.

⁴⁰ A-9089, Paris, 9 septembre 1930, F7, 12957, « Renseignements Jean », 1930, AN.

⁴¹ Lacroix-Riz, *Le Choix de la défaite*, chap. 1 et *passim*.

⁴² Aucune précision sur Alibert ni Baudouin, Greilsammer, *Blum*, p. 438, souligné par moi. Index des quatre, Lacroix-Riz, *Choix, De Munich à Vichy, l'assassinat de la 3^e République, 1938-1940*, Paris, Armand Colin, 2008, *Industriels et banquiers français sous l'Occupation*, Paris, Armand Colin, 2013, et *Les élites françaises, 1940-1944. De la collaboration avec l'Allemagne à l'alliance américaine*, Paris, Dunod-Armand Colin, 2016.

⁴³ Bloch, *L'étrange défaite*, Paris, Gallimard, 1990 (1^{ère} édition, 1946), p. 191-193.

⁴⁴ Brugère, *Veni, vidi, Vichy*, Paris, Calmann-Lévy, 1944, p. 135-136. Sur ce grand honnête homme, index des *op. cit.* à la n. 40.

⁴⁵ Pertinax, *Les fossoyeurs : défaite militaire de la France, armistice, contre-révolution*, New York, 1943, t. I, p. 246-249.

⁴⁶ RGPP, novembre 1960, GA, B 01, Paul Baudouin, APP.

⁴⁷ Comme avec Poincaré, au motif, qu'« il juge droites et intègres [... c]es personnalités politiques auxquelles il est radicalement opposé », Greilsammer, *Blum*, p. 261, et voir index Reynaud et index des *op. cit.* à la n. 42.

⁴⁸ Horace Finaly, banquier juif d'origine hongroise lié à Herriot et Blum, qui avait largement financé dans les années 1920 les ligues fascistes, fut chassé de sa banque à la chute du cabinet Blum par l'ancien gouverneur de la Banque de France Émile Moreau, qu'il avait lui-même installé à sa présidence en 1930, *Choix*, index, dont p. 276.

⁴⁹ Pertinax, *Les fossoyeurs*, t. I, p. 249.

⁵⁰ Blum, pourfendeur du pacte germano-soviétique et preux avocat public de la Pologne, « demand[a] très fermement à Daladier », le 29 août 1939, « d'exercer une influence modératrice sur Varsovie » (c'était doublement inutile, ni Varsovie ni Daladier n'ayant l'intention de combattre), tél. 544 du chargé d'affaires allemand à Paris Curt Braüer, 30 août 1939, *Documents on German Foreign Policy*, D, VII, p. 454; et *Munich*, chap. 5, dont p. 170.

⁵¹ Loi Sérol comprise; SFIO depuis l'ère munichoise, *Munich*, chap. 5-6, dont p. 170 et 192-193.

⁵² Pertinax, *Les fossoyeurs*, t. I, p. 246. Précisions sur Gillet, Lacroix-Riz, *Vatican et Élités*, index.

⁵³ RGSN, 17 juillet 1940, BA 1976, Pierre Laval, APP.